

NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



UN 11000/14

NOV 10 1979

UNGA COMMISSION



Distr.
GENERALE

A/C.5/34/79/Add.10
5 décembre 1979
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-quatrième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 97 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

Exécution du budget et du programme de l'Organisation des Nations Unies
pour l'exercice biennal 1978-1979

Rapport du Secrétaire général

Additif

Chapitre 10. Commission économique pour l'Asie occidentale

CHAPITRE 10. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

Tableau 10.1

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

A. Budget ordinaire						
Montant révisé du crédit ouvert pour 1978-1979	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total du montant révisé
	Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Autres changements	Total	
10 250,0	183,3	-	-	239,5	422,8	10 672,8

B. Fonds extra-budgétaires (appui technique et appui administratif)		
Dépenses précédemment prévues pour 1978-1979	Origine des fonds	Montant révisé
1 063,8	FNUAP	1 003,1
411,7	FAO	372,2
177,7	Compte frais généraux de l'ONU	188,5
-	Dépenses locales d'appui aux programmes	240,7
-	Contribution du pays hôte	1 008,3
-	Fonds d'affectation spéciale pour la planification du développement	48,1
1 518,0	Autres fonds extra-budgétaires	-
3 171,2	Total, B	2 860,9

13 421,2	Total, A et B	13 533,7
----------	---------------	----------

C. Fonds extra-budgétaires (projets opérationnels)		
Dépenses précédemment prévues pour 1978-1979	Origine des fonds	Montant révisé
900,0	PNUD	897,7
281,6	FNUAP	475,0
200,0	Fonds d'affectation spéciale pour les activités régionales de la CEAO	324,7
-	Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour la femme	258,5
-	Dons bilatéraux	264,1
1 381,6	Total, C	2 220,0

14 802,8	Total, A, B et C	15 753,7
----------	------------------	----------

Tableau 10.2

Budget ordinaire : répartition des montants révisés, par programme
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Montant révisé des crédits ouverts pour 1978-1979	Montant estimatif des dépenses additionnelles					Total du montant révisé pour 1978-1979
		Inflation	Taux de change	Décisions des organes directeurs	Transfert de ressources	Autres changements	
A. Organes directeurs	67,7	-	-	-	-	28,9	96,6
B. Direction exécutive et administration	917,6	10,4	-	-	2,0	25,1	955,1
C. Programmes d'activité							
1. Agriculture et sylviculture	544,3	7,8	-	-	(0,8)	(29,8)	521,5
2. Planifications, projections et politiques relatives au développement	707,7	5,2	-	-	(81,0)	66,2	698,1
3. Etablissements humains	401,9	3,9	-	-	(8,3)	(46,5)	351,0
4. Développement industriel	648,0	7,8	-	-	8,3	8,4	672,5
5. Commerce international	202,5	2,6	-	-	(3,3)	(61,8)	140,0
6. Main-d'oeuvre, gestion et emploi	21,4	1,3	-	-	103,2	30,6	156,5
7. Ressources naturelles	953,9	6,5	-	-	(49,2)	(53,8)	857,4
8. Population	330,4	2,6	-	-	(57,9)	47,1	322,2
9. Science et technique	212,2	2,6	-	-	61,2	(50,2)	225,8
10. Développement social	379,3	3,9	-	-	-	20,9	404,1
11. Statistiques	255,4	5,2	-	-	(8,5)	74,5	326,6
12. Transports	443,4	5,2	-	-	55,9	28,1	532,6
D. Appui aux programmes							
1. Services de conférence	1 550,0	40,3	-	-	(134,4)	(197,1)	1 258,8
2. Gestion des activités de coopération technique	188,6	2,6	-	-	-	17,5	208,7
3. Administration et services communs	2 425,7	75,4	-	-	112,8	331,4	2 945,3
Total	10 250,0	183,3	-	-	-	239,5	10 672,8

Tableau 10.3

Budget ordinaire : répartition du montant estimatif des dépenses additionnelles,
par programme et par principal objet de dépense

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programme	Traitements et dépenses communes de personnel	Frais de voyage	Imprimerie	Autres services contrac- tuels	Frais généraux de fonction- nement	Fournitures, accessoires, mobilier et matériel	Divers	Total
A. Organes directeurs	(31,7)	70,6	-	-	(6,0)	(4,0)	-	28,9
B. Direction exécutive et administration	38,8	(1,3)	-	-	-	-	-	37,5
C. Programmes d'activité	(22,8)	-	-	-	-	-	-	(22,8)
1. Agriculture et sylviculture								
2. Planifications et projections et politiques relatives au développement	(9,6)	-	-	-	-	-	-	(9,6)
3. Etablissements humains	(50,9)	-	-	-	-	-	-	(50,9)
4. Développement industriel	24,5	-	-	-	-	-	-	24,5
5. Commerce international	(62,5)	-	-	-	-	-	-	(62,5)
6. Main-d'oeuvre, gestion et emploi	135,1	-	-	-	-	-	-	135,1
7. Ressources naturelles	(96,5)	-	-	-	-	-	-	(96,5)
8. Population	(8,2)	-	-	-	-	-	-	(8,2)
9. Science et technique	13,6	-	-	-	-	-	-	13,6
10. Développement social	21,5	3,3	-	-	-	-	-	24,8
11. Statistiques	71,2	-	-	-	-	-	-	71,2
12. Transports	89,2	-	-	-	-	-	-	89,2
D. Appui aux programmes	(291,2)	-	-	-	-	-	-	(291,2)
1. Services de conférence		-	-	-	-	-	-	
2. Gestion des activités de coopération technique	20,1	-	-	-	-	-	-	20,1
3. Administration et services communs	570,9	10,2	(60,9)	-	22,6	(14,0)	(9,2)	519,6
Total	411,5	82,8	(60,9)	-	16,6	(18,0)	(9,2)	422,8

CHAPITRE 10. COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE OCCIDENTALE

I. Exécution du programme

10.1 La CEAO a éprouvé des difficultés à exécuter le programme de travail prévu pour l'exercice 1978-1979 et à respecter les priorités qui avaient été fixées, principalement pour deux raisons : le nombre des postes restés vacants et les retards survenus dans le recrutement de consultants. Malgré ces difficultés, on n'a ménagé aucun effort pour utiliser au mieux les ressources disponibles. A cet égard, il a fallu procéder à une certaine redistribution des ressources en personnel entre les divers programmes.

10.2 Le secrétariat de la CEAO a signalé qu'il s'était écarté du programme de travail figurant au budget-programme de l'exercice biennal 1978-1979 sur les points indiqués ci-après.

Agriculture et sylviculture

10.3 Une réunion intergouvernementale sur la sécurité alimentaire, qui était prévue dans le cadre du sous-programme 3, a été annulée pour ne pas faire double emploi avec une réunion organisée sous les auspices d'une autre organisation.

Planification, projections et politiques relatives au développement

10.4 Il a été décidé de suspendre l'élaboration d'un rapport intérimaire sur la planification prospective dans la région de la CEAO, qui était prévue au sous-programme 3, afin de pouvoir établir un document exposant les vues de la CEAO sur la nouvelle stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et contribuer à l'élaboration d'un document sur les nouvelles conceptions et stratégies du développement dans le monde arabe. Une étude sur les possibilités d'harmonisation des plans dans la région de la CEAO, qui était prévue dans le cadre du sous-programme 4, a également été différée faute de ressources.

Etablissements humains

10.5 Les activités prévues en matière d'urbanisme et de planification de l'habitat rural ont été reportées à l'exercice 1982-1983.

Développement industriel

10.6 En ce qui concerne le sous-programme 1, on a réduit la portée de l'étude sur les résultats des projets de coentreprises parce qu'on ne disposait pas des renseignements voulus et on a rattaché cette étude à l'élément de programme relatif à la coordination des plans et programmes d'industrialisation. En ce qui concerne le sous-programme 2, il a été décidé, faute de crédits, de supprimer la réunion du groupe d'experts sur les industries mécaniques ainsi que de limiter le thème de la réunion d'experts sur la pétrochimie à la question des engrais et de reporter cette réunion à l'exercice 1980-1981. Le sous-programme 3, qui prévoyait la mise sur pied de programmes de formation, a été éliminé.

10.7 En revanche, la CEA0 a entrepris un certain nombre de travaux de fond qui n'étaient pas prévus. Ces travaux ont consisté notamment :

a) A participer à l'organisation de la cinquième Conférence arabe sur le développement industriel dans le monde arabe qui a eu lieu à Alger en novembre 1979;

b) A participer à une réunion sur le programme arabe de coopération régionale pour la mise au point, la production et l'utilisation d'engrais, qui a eu lieu à Amman (Jordanie) en décembre 1978;

c) A participer activement à la troisième Conférence arabe internationale sur la pétrochimie, qui a eu lieu à Bagdad du 8 au 15 novembre 1979; et

d) A fournir des services consultatifs à la Jordanie au sujet des mesures préliminaires à prendre pour mettre au point certains moyens techniques et commerciaux destinés à être utilisés conjointement par les trois principaux complexes industriels et miniers de ce pays et à la République arabe syrienne pour l'analyse des tendances du développement industriel et l'établissement de scénarios dans ce domaine pour l'an 2000.

Commerce international

10.8 Les études qui étaient prévues dans le cadre du sous-programme 2 (commerce entre les pays de la région) et du sous-programme 3 (politiques en matière de commerce et de paiements) ont été regroupées en une seule étude générale sur l'expansion du commerce et l'intégration économique, dont des parties importantes ont déjà été réalisées. La réalisation des autres parties de cette étude a été reportée à l'exercice 1980-1981 en raison de l'impossibilité de pourvoir un poste P-4, des difficultés auxquelles on s'est heurté pour recruter des consultants remplissant les conditions requises et du fait que l'on a dû entreprendre d'autres travaux de fond qui n'avaient pas été prévus et qui ont consisté notamment :

a) A faire rapport sur l'évolution du commerce extérieur et des balances des paiements des pays membres et sur les efforts déployés pour promouvoir la coopération et l'intégration régionales;

b) A faire la synthèse de l'étude sur la situation économique de l'Asie occidentale; et

c) A participer à l'élaboration du programme interpays sur la promotion du commerce entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en développement (deuxième phase).

Main-d'oeuvre, gestion et emploi

10.9 Le sous-programme 2, relatif à l'amélioration de la planification de la main-d'oeuvre, qui prévoyait la réalisation d'une étude sur l'offre et la demande de main-d'oeuvre, n'a pas été exécuté. En ce qui concerne les activités prévues au sous-programme relatif à la promotion de la coopération régionale dans le domaine de la planification des ressources humaines, le rapport sur la coopération régionale en matière de développement de la main-d'oeuvre et de promotion de l'emploi, qui devait permettre de suivre les progrès réalisés dans l'exécution du plan d'action sur la planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi dans la région de la CEA0, n'a pas été établi. Parmi les activités réalisées, qui n'avaient pas été prévues, on a élaboré une étude sur la mobilité de la main-d'oeuvre, les différences de salaire et leurs incidences sur le développement.

Ressources naturelles

10.10 Parmi les activités prévues au sous-programme 1, l'établissement d'un rapport sur les emplois finals du pétrole dans la région et dans le monde a été annulé, faute de ressources extra-budgétaires suffisantes. Un rapport sur le coût d'opportunité et les avantages comparatifs des raffineries actuelles et prévues n'a pu être achevé en 1979 comme prévu, à cause de retards de recrutement. En outre, l'exécution des deux éléments de programme relatifs aux ressources et à l'utilisation de gaz naturel et aux sources d'énergie non classiques dans la région de la CEA0 a été reportée à l'exercice 1980-1981. En revanche, on a réalisé une étude, qui n'était pas prévue, sur la demande et l'offre d'énergie dans le monde arabe, assortie de projections jusqu'en l'an 2000.

10.11 Parmi les activités prévues au sous-programme 2, l'étude de tous les organismes régionaux et de toutes les activités en cours dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales en Asie occidentale n'a pas été faite, des postes étant restés vacants; un rapport sur l'amélioration des codes miniers nationaux a également été retardé à cause des renouvellements de personnel; une étude des aspects économiques de l'exploitation et du traitement des ressources minérales de la région n'a pas été entamée, du fait que des postes n'ont pu être pourvus; une analyse économique de la mise en valeur et de l'utilisation des matières premières non métalliques dans la région de la CEA0 a été remise à l'exercice 1980-1981, des modifications ayant été apportées aux priorités de travail de la Division; l'élément de programme Analyse de la documentation technique et collecte et traitement des données économiques sur les minéraux a été réorganisé, car un vaste ensemble de données statistiques de base sont nécessaires si l'on veut que ce travail réponde à ses objectifs; un document de travail concernant les politiques et la coopération régionales pour la mise en valeur des ressources minérales dans la région de la CEA0 a également été annulé à cause des postes restés vacants. Dans le cadre du sous-programme 3, la réunion d'un groupe d'experts chargé d'étudier la création d'un centre de formation dans le domaine de la mise en valeur des ressources en eau n'a pas eu lieu à cause de difficultés budgétaires et on a dû limiter l'ampleur du rapport prévu sur l'établissement d'institutions juridiques et administratives dans le domaine de la mise en valeur et de la gestion des ressources en eau; seul un rapport intérimaire a été publié. Un rapport concernant la création éventuelle d'une banque régionale de données sur les ressources en eau ainsi qu'un rapport sur la mise au point d'une stratégie en vue de l'utilisation économique de l'eau n'ont pu être établis.

Population

10.12 Parmi les activités prévues au sous-programme 1, toutes les enquêtes régionales, excepté celle qui concerne les Palestiniens, ont été annulées. En ce qui concerne le sous-programme 2, plusieurs études ont été retardées ou annulées. En effet, environ 50 p. 100 des postes d'administrateur prévus au programme Population sont restés vacants au cours de la période considérée.

Finances publiques

10.13 Parmi les activités prévues au sous-programme 1, une étude sur la transformation du régime fiscal et le développement économique dans certains pays d'Asie occidentale a été remise à 1980-1981 à cause de difficultés de recrutement. Le rapport complémentaire sur la réforme des systèmes et pratiques budgétaires dans la région de la CEA0 a également été reporté, car il était lié à une réunion sur la

planification de la réforme fiscale qui devait se tenir en 1979 et qui a été annulée. Parmi les activités de fond réalisées, qui n'avaient pas été prévues, on peut noter la mise au point d'un programme d'assistance technique à la République arabe syrienne concernant l'établissement du prochain plan quinquennal de développement, ainsi que l'établissement d'un document sur la coopération économique et l'intégration régionale.

Science et technique

10.14 En ce qui concerne le sous-programme 1, l'examen biennal des progrès réalisés dans le domaine de la science et de la technique dans la région de la CEA0 a été considéré comme d'utilité marginale, et donc éliminé, après la publication d'une étude sur le même sujet. Au sous-programme 3, l'étude sur les techniques de mise en valeur et de gestion des terres et des ressources en eau a été annulée faute de ressources à la suite d'une redistribution des ressources en personnel et de retards de recrutement. On peut citer, parmi les activités qui n'avaient pas été prévues à l'origine, la fourniture de services consultatifs à certains pays membres pour la mise au point des communications à présenter à la Conférence des Nations Unies sur la science et la technique au service du développement.

Développement social

10.15 Au sous-programme 1, l'étude des moyens favorisant la mobilisation des jeunes a été annulée. Au sous-programme 2, l'examen et l'évaluation de la condition de la femme ont été faits dans le cadre de l'examen et de l'évaluation de la situation sociale dans la région de la CEA0. On a entrepris une refonte d'ensemble de ce sous-programme, pour le rendre conforme aux résolutions les plus récentes de la CEA0, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale concernant l'intégration des femmes au développement. Parmi les activités prévues au sous-programme 3, le manuel sur l'évaluation du développement social et des programmes et projets de protection sociale a été annulé, tandis que le séminaire sur la protection sociale et le développement a été reporté au prochain exercice biennal. En outre, l'examen et l'évaluation de la situation de la protection sociale au service du développement ont été effectués dans le cadre plus large de l'examen et de l'évaluation de la situation sociale dans la région de la CEA0. Au sous-programme 4, le rapport sur le rôle des communications dans le développement rural intégré a été reporté à 1980-1981. Le sous-programme 5, concernant les facteurs sociaux et la capacité d'absorption, a été supprimé.

Statistiques

10.16 La première conférence de statisticiens de la région de la CEA0 a été reportée à l'exercice 1980-1981. Les travaux sur les statistiques du commerce international ont également été remis au prochain exercice biennal, les ressources faisant défaut. Un bulletin sur les indices de prix à la consommation et de prix de gros dans la région de la CEA0 (1960-1977), qui n'avait pas été prévu, a été publié en mars 1979.

Transports, communication et tourisme

10.17 Au sous-programme 2, l'étude sur la création ou l'expansion de flottes marchandes par des pays d'Asie occidentale a été reportée à l'exercice 1980-1981. Le sous-programme 4, concernant la coopération sous-régionale en vue de développer le tourisme, a été différé en attendant que soit recruté un fonctionnaire spécialiste du tourisme et que soit mis au point, au cours de l'exercice biennal 1980-1981, un plan cadre pour le tourisme dans la région de la CEA0.

II. Exécution du budget - montant révisé (augmentation : 422 800 dollars)

10.18 Comme le montre le tableau 10.1 ci-dessus, le déficit prévu, qui s'élève à 422 800 dollars, est attribuable en partie à l'inflation (183 300 dollars) et pour le reste à divers autres changements (239 500 dollars), comme il est expliqué ci-après.

10.19 Le déficit de 183 300 dollars dû aux effets de l'inflation résulte d'une augmentation plus élevée que prévu des traitements des agents locaux : alors que les coûts standards pour 1978 et 1979 avaient été basés sur l'hypothèse d'une augmentation de 10 p. 100 des traitements en septembre 1978 et 1979 respectivement, les augmentations effectivement consenties ont été de 17 p. 100 en juillet 1978 et de 18 p. 100 à compter d'avril 1979.

10.20 Le montant des dépenses additionnelles dues à d'autres changements qui s'élève à 239 500 dollars, comme l'indique le tableau 10.1, représente le solde net d'augmentations et de diminutions prévues à divers titres. Les quatre principales composantes en sont :

a) Un déficit de 82 800 dollars au titre des frais de voyage, dû essentiellement au fait que les cinquième et sixième sessions de la Commission ont eu lieu à Amman et Bagdad respectivement et non, comme prévu, au siège de la CEAO;

b) Un déficit estimatif de 568 600 dollars au titre des dépenses communes de personnel, dû dans une grande mesure aux troubles qui continuent à agiter le Liban. En raison de la situation dans ce pays, il a fallu notamment verser aux membres du personnel et à leurs dépendants des indemnités d'évacuation et de logement en lieu sûr et prendre à charge les frais de voyage correspondants;

c) Une économie de 258 600 dollars attribuable à la persistance, tout au long de l'exercice biennal, d'un taux élevé de postes vacants : au 31 juillet, 17 dans la catégorie des administrateurs pour un tableau d'effectifs de 94;

d) Des économies à tous les autres postes de dépenses, s'élevant à 153 300 dollars.

10.21 Les augmentations et diminutions mentionnées aux paragraphes précédents sont analysées ci-dessous par objet de dépense :

Traitements et dépenses communes de personnel (augmentation : 411 500 dollars)

10.22 Le déficit, évalué à 411 500 dollars, est dû à un dépassement de crédit prévu au titre des dépenses communes de personnel (568 600 dollars), partiellement compensé par des économies réalisées au titre des postes permanents (75 300 dollars), du personnel temporaire pour les réunions (63 600 dollars), du personnel temporaire affecté à des tâches générales (8 800 dollars) et des consultants (9 400 dollars).

10.23 Le déficit prévu au titre des dépenses communes de personnel (568 600 dollars), est dû aux dépenses extraordinaires mentionnées au paragraphe 10.20 ci-dessus, ainsi qu'à une légère sous-estimation (3 p. 100 environ) du rapport entre les dépenses communes de personnel et les dépenses au titre des traitements (postes permanents), sous-estimation attribuable à des augmentations plus élevées que prévu des contributions de l'Organisation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Le déficit prévu au titre des dépenses communes de personnel se décompose comme suit :

Dollars des Etats-Unis

I. Dépenses imprévues :

a) Frais de voyage : dépenses encourues pour évacuer 57 personnes à charge	38 800	
b) Indemnités		
i) Indemnité d'évacuation versée à 57 personnes à charge, pour un total de 628 semaines	82 400	
ii) Indemnité de logement en lieu sûr versée à 37 fonctionnaires, pour un total de 1 392 semaines	<u>228 200</u>	349 400

II. Dépenses communes de personnel à titre ordinaire (Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies)	<u>219 200</u>
	<u>568 600</u>

10.24 L'économie prévue au titre des postes permanents (75 300 dollars) représente le solde net de l'augmentation due à l'inflation (183 300 dollars), mentionnée au paragraphe 10.19 ci-dessus, et de la diminution (258 600 dollars) attribuable au nombre de postes vacants, mentionnée au paragraphe 10.20.

10.25 Pour ce qui est du personnel temporaire pour les réunions, l'importante économie prévue (63 600 dollars) est attribuable en partie à une diminution des dépenses pour les sessions de la Commission (31 700 dollars). La préparation, dans des délais très brefs, des cinquième et sixième sessions, tenues à Amman et Bagdad, respectivement, a entraîné une diminution des dépenses, due au fait qu'il n'a pas été possible de prévoir un service optimum. Par ailleurs, on ne pense pas utiliser le crédit alloué à ce titre pour divers programmes de fond (31 900 dollars); la principale raison en est la désorganisation des activités de la CEAO à Beyrouth et, dans une certaine mesure, l'accroissement des ressources extra-budgétaires.

10.26 L'économie de 8 000 dollars réalisée au titre du personnel temporaire affecté à des tâches générales correspond à une certaine baisse des activités de la CEAO, due à la situation exceptionnelle qu'elle a connue tout au long de l'exercice biennal. Quant à l'économie réalisée au titre des consultants (9 400 dollars), elle représente un peu plus de 9 p. 100 des crédits ouverts et est le résultat d'une politique de compression délibérée des dépenses, adoptée comme suite à la résolution 32/209 de l'Assemblée générale.

Frais de voyage (augmentation : 69 300 dollars)

10.27 Comme le montre le tableau 10.3, cette augmentation est entièrement attribuable à des dépenses imprévues, relatives aux sessions de la Commission, à la rubrique "organes directeurs". Les prévisions de dépenses pour 1978-1979 reposaient sur l'hypothèse qu'en 1978 et 1979 les sessions de la Commission auraient lieu à Beyrouth 1/; en conséquence, aucun crédit n'avait été demandé au titre des frais de

1/ A/32/6, par. 10.5.

voyage. Des problèmes de sécurité ont obligé à tenir les cinquième et sixième sessions respectivement à Amman et à Bagdad. Les frais de voyage qui en sont résultés se sont élevés à 42 100 dollars en 1978 et à 28 500 dollars en 1979. Ils devraient être en partie compensés par une légère économie (1 300 dollars) à la rubrique "direction exécutive et administration".

Imprimerie (diminution : 60 900 dollars)

10.28 En raison du climat d'insécurité, qui a totalement perturbé le programme de publications de la CEAO pendant l'exercice 1978-1979, et du nombre particulièrement élevé de postes vacants dans les services linguistiques de la Commission, les crédits alloués à ce titre n'ont pu être utilisés.

Frais généraux de fonctionnement (augmentation : 22 600 dollars)

10.29 L'augmentation nette prévue à ce poste résulte des économies réalisées au titre de l'entretien des locaux et de la location et de l'entretien du matériel (13 400 dollars et 14 000 dollars respectivement) et d'un déficit, qui devrait s'élever à 50 000 dollars, au titre des communications. Les diminutions sont dues au fait qu'une portion plus élevée que prévu des dépenses visées a pu être imputée sur la contribution annuelle du gouvernement hôte. Le déficit au titre des communications est dû à une sous-estimation initiale du coût des services télégraphiques en arabe dans la région.

Fournitures et accessoires, mobilier et matériel (diminution : 14 000 dollars)

10.30 On s'attend à enregistrer à la fin de l'année une économie de 14 000 dollars, due à ce que les achats de mobilier ont été réduits au minimum pendant la dernière partie de l'exercice biennal, en prévision du transfert des services à Bagdad.

Divers (diminution : 9 200 dollars)

10.31 Le crédit de 9 200 dollars ouvert pour la transformation et l'amélioration des locaux en 1978-1979 sera intact à la fin de l'exercice biennal.
